

*Questions orales*

frontière et jette 180 habitants de la Colombie-Britannique sur le pavé. La Wolverine est une société américaine de l'Alabama et surtout, elle est le seul fabricant de tubes en cuivre du Canada.

• (1140)

Le vice-premier ministre peut-il nous dire quelles mesures le gouvernement a prises pour empêcher cette fermeture et pour protéger les emplois canadiens qui sont en jeu et s'il n'en a pas pris, lesquelles il entend prendre?

Enfin, pourquoi a-t-on autorisé Investissement Canada à vendre notre industrie manufacturière à des intérêts étrangers quand on sait ce que ça donne?

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Madame la Présidente, le député devrait savoir qu'il existe une autre usine de la Wolverine dans ma circonscription de London, en Ontario et qu'on y fabrique les mêmes produits. Alors, de quoi parle-t-il quand il dit que le seul fournisseur a disparu.

**M. Merrithew:** Ne déformez pas les faits.

**M. Hockin:** L'effet de l'Accord de libre-échange est encore plus important. Si le député considère l'augmentation du nombre d'emplois industriels qui s'est produite en Colombie-Britannique en 1988, 1989 et 1990 en prévision du libre-échange, il constatera que le solde est nettement positif et non négatif.

**M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap):** Madame la Présidente, la Wolverine possède trois usines. Il y en a donc une de fermée et deux à fermer.

John Quarles, pdg de cette société en Alabama, attribue la fermeture à des raisons économiques. Voici ce qu'il a déclaré dans une récente conversation téléphonique: «Nous luttons sans succès contre les taux d'intérêt élevés et la TPS du Canada.»

Le ministre n'admettra-t-il pas que la tragique politique monétaire du gouvernement, ses taux d'intérêt élevés et son dollar surévalué ainsi que la TPS tuent notre industrie manufacturière et étouffent notre économie?

N'admettra-t-il pas aussi que l'incidence de ces mesures ajoutée à celle de l'Accord de libre-échange fait pratiquement fuir les industries manufacturières à l'extérieur du Canada?

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Madame la Présidente, je n'admettrai certainement pas cela parce que c'est exactement le contraire de la vérité.

**M. Merrithew:** Très juste.

**M. Hockin:** L'ancienne taxe sur les ventes des fabricants, qui représentait un coût d'exploitation caché additionnel de 4 ou 5 p. 100 que les entreprises canadiennes n'auraient jamais dû supporter, a été totalement supprimée. L'industrie manufacturière canadienne a donc bénéficié d'une baisse de coûts de 3, 4 ou 5 p. 100 par suite de la suppression de l'ancienne taxe de vente fédérale.

Parlons de l'Accord de libre-échange, maintenant. Nous avons accéléré la réduction des droits de douane dans bien des domaines pour favoriser des industries semblables à celles dont nous parlons—beaucoup d'entre elles sont d'ailleurs situées en Colombie-Britannique—ce qui montre que, dans bien des cas, le secteur manufacturier veut accélérer la mise en oeuvre de cet accord et non le contraire.

\* \* \*

**REVENU CANADA**

**M. Jim Jordan (Leeds—Grenville):** Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre du Revenu national.

S'il a étudié les chiffres, le ministre sait que ces deux ou trois dernières fins de semaine, les excursions de magasinage d'une journée aux États-Unis ont pris des proportions alarmantes. Ma question a trait au nouveau programme qui, j'ai cru comprendre, est en préparation au Cabinet pour contrer ce phénomène.

Quel sera vraisemblablement la caractéristique principale de ce programme? Quand sera-t-il annoncé?

**L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national):** Monsieur le Président, le député aborde un grave problème qui ne touche pas seulement le gouvernement fédéral, mais plus encore les gouvernements provinciaux et municipaux, le secteur privé et les syndicats.

Le député saura qu'aux douanes, nous avons accéléré l'implantation de techniques de pointe et nous avons réaménagé nos effectifs pour faire face à la demande de services. Nous avons aussi adopté des projets pilotes pour percevoir plus efficacement les taxes et les droits. Voilà pour les douanes.